

Par Rosa Moussaoui, journaliste à L'Humanité.

La seconde édition des Ateliers de la pensée, qui s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 4 novembre à Dakar, marque une étape décisive dans la construction d'une démarche intellectuelle et politique collective visant, depuis l'Afrique, avec des penseurs et des créateurs du continent et des diasporas, à dessiner les contours d'une pensée d'émancipation propre à répondre aux grands enjeux posés par la crise du capitalisme néolibéral.

Ses initiateurs, Achille Mbembe et Felwinn Sarr, définissent ainsi la visée de cette initiative appelée à s'inscrire dans la durée : « Le nouveau siècle s'ouvre sur un déplacement historique majeur. L'Afrique – et le Sud de manière générale – apparaît de plus en plus comme l'un des théâtres privilégiés où se joue, d'ores et déjà, le devenir de la planète. Le moment est donc unique pour relancer le projet d'une pensée critique confiante en sa propre parole, puisant dans les archives de toute l'humanité, capable d'anticiper, de créer véritablement et, ce faisant, d'ouvrir des chemins nouveaux à la mesure des défis de notre temps. »

Au total, une soixantaine d'intellectuels et d'artistes ont apporté leurs contributions à ces Ateliers, avec un élargissement notable à l'Afrique du Nord et à l'Afrique anglophone, avec, aussi, une ouverture réussie aux pensées plastiques, non discursives, aux démarches artistiques ancrées, explicitement ou non, dans une ambition transformatrice. Les Nuits de la pensée ont permis une restitution dynamique des débats en présence d'un public plus large, en connexion avec les débats politiques qui traversent les sociétés africaines (démocratie, politique monétaire et tutelle du franc CFA, choix économiques, migrations, enjeux écologiques, etc.).

« Condition planétaire et politique du vivant »

A partir du thème central de cette édition, « Condition planétaire et politique du vivant », les Ateliers ont décliné une vingtaine de problématiques, croisant les angles disciplinaires, les approches et les traditions philosophiques. D'emblée, la question de l'anthropocène, ou du

capitalocène, s'est imposée comme un angle structurant des débats. Comment penser des politiques d'émancipation dans une ère où l'empreinte des humains sur l'environnement l'altère de façon tragique et peut être irréversible ? « Le capitalisme néolibéral promet le bonheur et la plénitude tout en détruisant les éléments de ce bonheur et de cette plénitude, à commencer par l'habitat humain, ce qui le pousse à un constant mouvement d'extension, de construction de barrières et de clôtures. Les murs délimitent l'espace dédié à la promesse de bonheur et de plénitude de l'humus sur lequel cet espace enclos peut prospérer », a exposé la politologue Françoise Vergès en évoquant « une idéologie qui produit des corps jetables et des vies précaires ». Aux désastres que préparent le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité, le philosophe Souleymane Bachir Diagne oppose l'idée d'un « parachèvement du contrat social en contrat naturel », avec « un élargissement du droit à tous les êtres vivants et toutes les choses de la nature ». Sur ce terrain, De nombreuses interventions, comme celle de l'écrivain togolais Kossi Efoui, ont fait écho à la « pratique du passant », prônée par Achille Mbembe dans son essai « Politique de l'inimitié ». Dans l'Humanité du 20 mai 2016, il expliquait : La solution reste à trouver dans l'invention d'une forme de démocratie propre à notre temps, prenant à sa charge l'ensemble du vivant, tout ce dont nous héritons, tout ce dont nous dépendons pour notre propre survie en tant qu'espèce parmi d'autres espèces. L'histoire humaine est une parenthèse dans l'histoire générale du monde. Nous sommes de passage dans le monde. Ce nouveau projet démocratique doit donc faire une place à l'idée, à la pratique du passant. »

Les travaux ont également fait une large place à la question des fins de l'économie (bien-être, l'emploi, le travail et la valeur), des formes alternatives d'économicité (économies circulaires, économies relationnelles et économies du don), en lien avec l'action publique et les nouvelles formes de mobilisation collective. Dans ce champ, la question des communs, de l'en-commun, est apparue centrale, avec, par exemple, une intéressante contribution, sur ce sujet, du jeune anthropologue sénégalais Abdourahmane Seck. A l'expérience coloniale et aux formes contemporaines d'impérialisme et de pillage néo-colonial, qui impliquent la soumission de la nature, des ressources, à la force prédatrice de certaines catégorie d'être humains, à l'origine de réarrangements brutaux et de basculements écologiques, humains, sociaux, les intervenants ont opposé l'impératif vital d'un partage égalitaire des ressources

de l'univers.

Cette « politique du vivant » qui cherche à s'énoncer articule enfin de multiples questionnements liés aux migrations, aux frontières, à la démocratie, au travail, aux identités, à la mondialité, aux dynamiques post-coloniales, aux logiques impérialistes. La décolonialité et la circulation des savoirs, les transformations des rapports de genre et de la sexualité, les figures contemporaines du religieux, les infrastructures psychiques et les politiques du soin, les formes urbaines et les cultures du renouveau dessinant une modernité « afropolitaine » ont aussi fait l'objet d'échanges passionnés. Avec, pour horizon, la volonté de définir une nouvelle façon d'habiter le monde ensemble.

## Racisme et domination

Sur la question du racisme et des dominations, la volonté d'observer un « moratoire sur les questions de l'identité » s'est heurtée à une certaine résistance des intellectuels les plus jeunes, attachés à la prise en charge de cette problématique, à la volonté de ne pas laisser ce terrain de l'identité à ceux qui instrumentalisent cette question à des fins de haine et de division. Pourtant l'héritage, entre autres, d'Edouard Glissant et de sa politique de la relation permet de passer à une autre étape, de dépasser, finalement, la question de la « race » qui représente peut-être aujourd'hui le masque de rapports d'exploitation légitimant la (re)généralisation de politiques de tri des êtres humains. Certains débats, ici, font implicitement écho aux développements proposés par le théoricien politique péruvien marxiste Hanibal Quijano : « L'idée de race est, sans aucun doute, l'instrument de domination sociale le plus efficace inventé ces 500 dernières années. Produit du tout début de la formation de l'Amérique et du capitalisme, lors du passage du XVe au XVIe siècle, elle a été imposée dans les siècles suivants sur toute la population de la planète, intégrée à la domination coloniale de l'Europe. La race a été imposée comme critère fondamental de classification sociale universelle de la population mondiale, c'est autour d'elle qu'ont été distribuées les principales identités sociales et géoculturelles du monde à l'époque. D'une part, « indien », « noir », « asiatique » (autrefois les « jaunes » et les « couleurs d'olive »), « blanc » et « métis ». De l'autre, « Amérique », « Europe », « Afrique », « Asie » et « Océanie ». Sur la notion de race s'est fondée l'euro-centrage du pouvoir mondial capitaliste et la

distribution mondiale du travail et des échanges qui en découlent. Sur elle aussi se sont tracées les différences et distances spécifiques dans la configuration spécifique du pouvoir, avec ses implications cruciales pour le processus de démocratisation des sociétés et des États et pour les processus de formation des États-nations modernes.

C'est ainsi que la race, à la fois mode et résultat de la domination coloniale moderne, a imprégné tous les champs du pouvoir capitaliste mondial. Autrement dit, la colonialité s'est constituée dans la matrice de ce pouvoir, capitaliste, colonial/moderne et eurocentré. Cette colonialité du pouvoir s'est avérée plus durable et plus enracinée que le colonialisme au sein duquel il a été engendré, et qu'il a aidé à s'imposer mondialement. »

Dans ce contexte, le combat pour le dépassement du capitalisme est indissociable de la lutte contre cette « colonialité » de son pouvoir, à laquelle les indépendances n'ont pas mis fin.

« Le gouvernement des mobilités »

En écho à W.E.B Du Bois annonçant dès 1903 prédisant dans « Les âmes du peuples noir » que le problème du XXe siècle serait, celui de « la ligne de partage des couleurs », Achille Mbembe voit dans « le gouvernement des mobilités » la grande question du XXIe siècle, à l'ère d'un vaste mouvement de « repeuplement du monde » conditionné par les transformations du capitalisme, la crise écologique et les dynamiques démographiques (à la fin du siècle, 40% des habitants de la planète seront Africains). Qui pourra circuler de façon inconditionnelle partout dans le monde ? Qui ne pourra le faire que sous conditions, à l'épreuve du contrôle et du tri entre migrants « utiles » et surnuméraires ? Qui définit la ligne de partage entre libre circulation et assignation à résidence ? C'est bien ces choix politiques qui se jouent dans la gestion et les instrumentalisation de ce que l'Occident désigne comme « crise migratoire ». Cet enjeu des mobilités humaines structurera, demain, les rapports de forces, les luttes d'émancipation. Il constitue, déjà, un enjeu politique central, au cœur des politiques de forteresse des grandes puissances, avec la militarisation de la frontière américano-mexicaine, l'externalisation des frontières de l'UE, la multiplication des stations de tri sur la rive sud de la Méditerranée, le sort des migrants noyés en mer, agonisant dans le Sahara ou réduits en esclavage en Libye. Aucun projet d'émancipation ne

peut en faire l'économie.

Ici, la levée des frontières se joue peut-être, dans un premier temps, à l'échelle du continent africain, avec la belle proposition d'un mouvement social transcontinental pour faire de l'Afrique un espace de libre circulation. Cette proposition fait écho à une aspiration très prégnante dans la jeunesse africaine, elle renoue avec le vieux rêve panafricaniste, revendiqué par toute une jeune génération d'intellectuels, comme Amzat Boukhari-Yabara, auteur de l'essai « Africa Unite ! ». La volonté de contribuer à l'invention de cette Afrique qui vient, non pas seulement comme espace géographique mais bien comme projet de société, comme projet culturel, comme pôle d'alternative au désastre capitaliste était au cœur des échanges.

Les enjeux intellectuels débattus à Dakar sont tous en prise avec des enjeux de lutte contemporains, avec la recherche d'alternatives politiques. Cette nouvelle façon d'habiter ensemble le monde implique, selon le philosophe Souleymane Bachir Diagne, de rompre avec un « universalisme de surplomb » au profit d'un « universalisme latéral » qui est l'« horizon qui se propose à partir de la postcolonialité » et se bâtit à partir de l'expression de nos différences. Faire monde-en commun implique de « réanimer, cultiver les facultés critiques que la guerre, le militarisme et le capitalisme financier cherchent à détruire. En mettant fin à cette brutalité qui vise à faire cesser la pensée, à assécher les ressources de l'imaginaire, à appauvrir le langage en instituant un monde monosymbolique, sinon antisymbolique », pour reprendre les mots d'Achille Mbembe.

A l'heure où l'Europe et les Etats-Unis perdent leur centralité dans un monde multipolaire, où le dynamisme démographique, les ressources et la créativité de l'Afrique font d'elle un pôle incontournable du monde qui vient, l'ambition de ces intellectuels critiques et de redonner corps à une pensée d'émancipation pour entrer dans une nouvelle étape du combat de décolonisation, de libération et répondre, au fond, et enfin, à la question du partage du monde, qui est le seul monde que nous ayons...

*Pour en savoir plus :* <https://www.lesateliersdelapensee.com/>



les **ateliers**  
de la **pensée**

Achille Mbembe : « Réinventer le commun quand tout pousse à la déliaison », entretien réalisé par Rosa Moussaoui, L'Humanité, 3 novembre 2017.

Ndongo Samba Sylla : « L'attachement français au franc CFA dénote un atavisme colonial », entretien réalisé par Rosa Moussaoui, 14 novembre 2017.

Kossi Efoui : « Nous recherchions des résonances dans les événements du monde », entretien réalisé par Rosa Moussaoui, 1er décembre 2017.